

Fouad Imarraine

Dirigeant du Collectif des musulmans de France*

Le « paysage islamique français » et la citoyenneté

Nous avons extrait ce texte d'une longue interview de Fouad Imarraine, réalisée par Nathalie Dollé, en cours d'édition. Nous le publions ici avec leur accord et nos remerciements.

Catherine Samary et Olfa Lamloum.

Vous y évoluez depuis vingt ans, comment décririez-vous le « paysage islamique français » ?

Fouad Imarraine : La « communauté des pratiquants » si j'ose dire, celle des cinq prières et de celle du vendredi ne représente pas l'ensemble des musulmans. La majorité se reconnaît davantage dans l'expression du mois de ramadan ou à l'occasion des deux grandes fêtes. Nous avons encore de nombreux débats sur la notion même d'appartenance à l'islam quand un certain nombre de musulmans expriment leur « islamité » sur un plan prioritairement alimentaire ou festif.

Plus ou moins pratiquante et très diverse, la communauté musulmane de France représente presque 10 % de la population du pays. C'est un poids démographique considérable.

Ce « poids » induit concrètement beaucoup d'interrogations aussi bien pour ceux qui y voient un apport au projet républicain et laïc d'un côté que pour ceux qui voient dans les musulmans un danger pour l'équilibre de la culture française. Les enjeux sont à la mesure des défis à relever pour réussir à bien vivre ensemble.

Mais ce qui marque aujourd'hui, c'est « l'expression spirituelle » des musulmans de France. Ces nouvelles générations ne veulent renier ni la culture des parents, ni celle de leur pays et encore moins l'héritage spirituel. À ces éléments, viennent s'ajouter les rencontres entre les musulmans de différentes origines et différentes cultures. La « francité » en tant qu'espace culturel et social ainsi que « l'islamité » de la culture d'origine sont les deux axes constitutifs de l'identité de ces expressions à la fois musulmanes et françaises. Cette expérience nouvelle permet une ouverture d'esprit et de cœur très vaste.

Je pense que cette communauté reconvoque les valeurs universelles de solidarité, de partage, de justice tout en vivant dans une situation socio-économique défavorisée. Le chômage, la délinquance, l'échec scolaire mais aussi le manque d'ascension socioprofessionnelle ou l'absence dans la représentation politique ont nécessairement des conséquences qui ne facilitent pas la compréhension d'une communauté complexe. Cette communauté de croyants se retrouve souvent malgré elle au centre de nombreux débats de société : social, culturel, politique, économique... Je reste cependant convaincu qu'il sortira quelque chose de positif de cette expérience historique. C'est la raison pour laquelle je tiens à cet aller-retour « l'islam est une chance pour la France qui est une chance pour l'islam. »

Parce que le contexte républicain, démocratique, laïc est favorable à l'épanouissement d'une pratique et d'une pensée religieuse ?

Fouad Imarraine : Plus que jamais l'islam a besoin de liberté, les musulmans ont besoin de sentir qu'ils peuvent discuter... C'est notre chance ici en France. Il existe des penseurs plus ou moins libres dans le monde musulman, mais en France il se produit un événement important : une référence spirituelle aussi ancienne que l'islam vient en position minoritaire à la rencontre d'une société plurielle. Cette alchimie crée forcément des tensions, toute la difficulté consiste à les anticiper, les prévenir et les guérir.

Nous avons été un certain nombre à notre époque à avoir agi d'abord en « réaction », on a tous plus ou moins dit à un moment : « je rejette cette société qui me rejette » et « vous ne voulez pas de moi, ça tombe bien je ne veux pas de vous non plus ». On a pensé que notre idéal était ailleurs, le plus souvent dans un pays musulman. Et une fois là-bas on est tombé de très haut parce que la réalité n'avait rien à voir avec le mythe que nous nous étions forgé.

Les rapports entre le citoyen, l'État et Dieu auxquels vous vous référez ne sont pas du tout vécus sous cette forme idéale dans les pays musulmans...

Fouad Imarraine : C'est le moins qu'on puisse dire, le modèle de relation entre État, religion et habitant auquel je rêve n'existe pour l'instant nulle part... Mais c'est aussi ce constat qui devrait nous aider à lutter contre l'imaginaire d'un islam transnational qui ne tiendrait pas compte des cultures. Laissons les individus mener leurs propres expériences. Dans le temps et dans l'espace elles vont se confronter, se mélanger, s'enrichir, se confondre, se contredire et à partir des cheminements personnels émergeront des expériences collectives. C'est l'histoire de toutes les productions culturelles et civilisationnelles à travers le monde quand l'islam est venu à la rencontre des peuples ; il intègre ce qui n'est pas en contradiction avec la foi. C'est bien ce qui m'intéresse : comment

moi, musulman de France, je vais faire la connexion entre ce qui est imbibé en moi de culture française et ce que je peux sélectionner de la tradition culturelle et religieuse de mes parents. Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain, c'est une longueur de vie ou même de deux ou trois générations...

C'est ce qui explique que vous êtes bien plus impliqués que vos parents ?

Fouad Imarraine : Effectivement. Il y avait pourtant eu un début d'action sociale dans le milieu de l'immigration maghrébine avant la Seconde Guerre mondiale. Une petite minorité active dans laquelle on compte des personnalités algériennes très importantes comme Malek Bennabi qui était très engagé auprès des travailleurs immigrés dans les années trente à Marseille où il organisait des cours d'alphabétisation. Bien plus tard à la fin des années soixante, on retrouve les ouvriers de la première génération dans les grèves autour des questions de foyers de travailleurs puis dans les conflits d'usines et même au début quatre-vingt on découvre quelques revendications au sujet des lieux de culte. Ma génération ne sort pas de nulle part, l'histoire est là, même si elle n'est jamais mise en valeur.

Pendant de longues années, les relations entre cette communauté musulmane et la société française ont été pacifiques ou plus exactement inexistantes. Le pouvoir politique comme la société civile voyaient dans l'immigré un homme qui allait repartir ou, à la limite, qui allait rester mais avec un statut d'assisté. Il ne faut pas oublier que nous sommes la génération des « Maisons des jeunes et de la culture » et aux résultats scolaires assez encourageants. Moi, quand j'allais au collège, on était peut-être une centaine d'élèves issus de l'immigration, on était moins de dix au lycée et deux à l'université. Je me souviens encore avec précision des discours qu'on nous tenait en cinquième sur la pauvreté de nos parents qui n'avaient pas assez d'argent pour nous assurer de longues études. Ça laisse des traces et provoque légitimement un engagement.

Vous vous souvenez vraiment de ça ?

Fouad Imarraine : Comment peut-on oublier ? Je me suis finalement assez vite dit que dans un pays porteur de « valeurs universelles », il y avait un grave problème de fond à vouloir maintenir un groupe social dans son statut défavorisé. Ma « conscientisation » s'est traduite par un engagement immédiat contre une situation qui nous paraissait... à l'époque j'employais des termes trop forts et qui m'ont valu des visites de la préfecture parce que je parlais « d'ethnocide » ! Quand le discours vient de quelqu'un qui habite un quartier perdu, on se dit d'emblée qu'il ne peut pas avoir pensé tout seul, qu'il est nécessairement manipulé, il est donc immédiatement décrédibilisé...

Et suspecté des pires arrières-pensées. Vous êtes « nouveaux » et vous bousculez l'ordre établi, ce qui gêne même ceux qui disent vouloir changer cet ordre. Vous ne les laissez plus se battre pour vous mais vous vous voulez vous battre à leurs côtés ?

Fouad Imarraine : Et parfois sans eux, c'est cet aspect-là qui pose le plus de problème. Nous avons commis des maladresses dans le passé et encore aujourd'hui nous ne sommes pas des chevronnés de la communication, nous n'avons pas de projet politique élaboré, ce qui fait que nous pouvons être pauvres en terme de discours et commettre des impairs qui remettent en cause la compréhension de nos actions. Tous ces éléments font qu'on a du mal à nous cerner. Je dirais que pendant plusieurs années on n'a vraiment pas fait d'effort, au contraire : il fallait que ceux qui veulent nous comprendre viennent vers nous puisque c'étaient eux qui nous avaient mis dans cette situation. Je me rappelle que je disais souvent que je n'avais pas à me justifier devant qui que ce soit parce que personne n'est venu me sortir d'où j'étais. Je m'autonomise et on me montre du doigt parce que je suis en train de prendre un peu de pouvoir, c'est tout. Et face à ce type de discours réactif, on sort toute l'artillerie : « infiltration islamiste », « entrisme »...

Elle est très fine la marge de manœuvre entre l'assignation à l'intégration et la suspicion d'entrisme...

Fouad Imarraine : Dès le début des années quatre-vingt toute personne qui affichait son islamité était soupçonnée d'être un cheval de Troie, un sous-marin de l'Iran, ce qui rappelle l'histoire des guerres d'indépendances où ceux qui luttaient pour l'émancipation et la liberté étaient vus comme des subversifs et des terroristes. On retrouve parfois les mêmes clichés dans les quartiers, propagés cette fois par des progressistes. Nous ne pouvons plus accepter ces postures paternalistes et il a mal au ventre le « porteur de valises² » quand on lui démontre qu'il est dans la position du colonialiste. Je comprends que ce soit difficile à entendre pour lui ; mais en même temps, il faut bien prendre en compte que j'ai une conscience qui se réveille, que je veux prendre mon envol et agir...

Ceux qui m'ont précédé, la génération des quarante-cinq-cinquante ans, ont été très longtemps convaincus qu'ils n'étaient pas français et qu'ils retourneraient au pays. Au nom de l'histoire, il leur était inconcevable de prendre la nationalité française et nous avons eu de grands débats là-dessus à la fin des années soixante-dix, début quatre-vingt quand les plus jeunes disaient « je suis chez moi ici ». Mais le problème c'est que la France ne nous reconnaissait pas. « La marche pour l'égalité » très vite renommée « la marche des beurs » a été regardée d'un bon œil au début et puis sa rapide instrumentalisation politique n'a pas convenu à tout le monde. Elle avait mis en avant des revendications de droits qu'elle n'a d'ailleurs pas totalement acquis, mais pas de mémoire. Ce passé que nous revendiquons par la voie spirituelle, culturelle et politique a fait

de nous des gens « indésirables » aux yeux des acteurs et des observateurs sociaux pourtant tellement enthousiastes au début de SOS racisme.

L'islam dans « la marche » n'était guère visible et la liberté de sa pratique n'était pas revendiquée.

Fouad Imarraine : Certains membres de la marche faisaient leurs prières dans leur coin, mais il est vrai que les revendications ne portaient pas directement sur ce sujet... Beurs, musulmans, fils d'émigrés, notre citoyenneté s'est donc découverte lentement; elle peut se traduire par des instabilités, des provocations, des conflits, des souffrances, mais je suis confiant sur le long terme. Nous voulons tout simplement participer au développement social, politique, économique, spirituel ou artistique de notre société.

Quelle est votre définition de la citoyenneté ?

Fouad Imarraine : Chaque individu est porteur d'un certain nombre de droits et de devoirs qui le positionnent dans la collectivité. La définition classique et passive de citoyenneté serait donc l'ensemble de ces caractéristiques juridiques. Mais la citoyenneté peut avoir une acception plus active: c'est le mouvement par lequel un homme ou une femme s'engage à encourager de manière directe ou indirecte l'intérêt général.

Les musulmans de France ont découvert cette notion de citoyenneté par étape et au fil de leurs expériences personnelles, en commençant par répondre à leurs besoins particuliers. Nous avons mis du temps à comprendre que si nous menions une action sociale, c'est que quelque part nous étions aussi porteur d'un projet politique. Ce qui fait d'ailleurs dire à beaucoup d'acteurs de la société que les musulmans ont un projet politique à partir de leur engagement religieux. C'est important de le souligner parce que nous sommes en pleine réflexion sur la nature d'une société plurielle, sur l'engagement avec les autres, comment, pourquoi?...

Pourquoi faire de la politique? Est-ce pour changer les choses qui vont mal ou pour imposer sa vision du monde? En d'autres termes, comment ferait un musulman élu maire si un point de sa gestion devait se retrouver en contradiction avec ses principes? Que fait-il de sa foi? Autre exemple, le Coran nous demande de lutter contre la spéculation. Comment pouvons-nous aujourd'hui trouver des alternatives au grand marché de l'économie mondiale? Autant de questions qui traversent l'esprit des musulmans engagés. Certaines ont des débuts de réponses, d'autres sont encore, et pour longtemps peut-être, en cours de réflexion...

C'est notre génération qui veut être active, qui devient visible et qui du coup gêne les « forces sociales en place ». Même les progressistes ont pensé que

nous allions continuer à agir et à nous impliquer dans leur projet alors qu'il n'y avait pas nécessairement de vraie place pour notre sensibilité spirituelle et sociale. C'est ce qui fait que depuis une dizaine d'années de nombreuses associations de quartiers, souvent de gauche, nous voient comme une espèce de concurrent voire d'ennemi. « Pourquoi ne sont-ils pas avec nous » se demandent-ils, tout embêtés par la visibilité de notre expression. Et si nous ne sommes pas avec eux, ils nous rangent dans la catégorie des « contre eux », contre leur projet social, républicain et toute la rhétorique.

La mutation a pris vingt ans, sa profondeur et sa rapidité ont surpris bon nombre de spécialistes. Le corollaire c'est que le retard pris par la maîtrise de la compréhension de cette « nouvelle » catégorie de Français a permis le développement de tous les fantasmes et souligné le manque de considération d'une partie de la nation envers une autre. Il faut encore ajouter que les questions internationales liées à l'islam n'ont pas simplifié la situation, elles ont au contraire rendu sa compréhension encore plus difficile.

À quelle époque précisément l'actualité de l'islam mondial rencontre-t-elle l'histoire des musulmans de France ?

Fouad Imarraine : Tout commence en 1979 avec la révolution iranienne dans une mentalité nationale qui n'a pas fini de travailler son passé colonial. Les rapports entre la France et l'islam ont toujours été nombreux, compliqués et évolutifs; il faut tenir compte de la durée historique, mais il faut reconnaître que l'environnement international a influencé très négativement la vision que la société française porte à la fois sur l'islam et sur « ses » musulmans.

On craint d'abord celui qui est visible, celui qui renvoie à l'islam de l'étranger, celui qui casse le rêve d'uniformité et s'isole. On craint ensuite celui qui s'organise et celui qui revendique. Pourtant il faut faire attention aux raccourcis et ne pas assimiler d'emblée le « groupe de jeunes » qui vit en vase clos en banlieue, en centre ville ou à l'université avec le renfermement et la dynamique qui débouchent sur l'Algérie du début des années quatre-vingt-dix, l'Afghanistan des talibans ou septembre 2001. Attention, il peut exister des similitudes d'expression, mais il faut y regarder de plus près. En cas de rupture de communication ou de transmission, quelqu'un qui cherche un sens à la vie viendra naturellement trouver des réponses dans la culture de sa famille. Beaucoup doivent chercher et découvrir tout seuls les éléments de réponse. Ils ont donc subi tout à la fois ou successivement des échecs, des revers et des incompréhensions qui peuvent les mener à un mouvement de radicalisation personnelle. Les mêmes peuvent aussi finir par trouver leur épanouissement même si le processus peut prendre dix ou quinze ans... Nous assistons aujourd'hui à une autre tendance très forte exprimée par des jeunes et des moins jeunes qui vivent une pratique religieuse non pas dans le

rejet de la société qui les a fait socialement progresser, mais dans le souci d'être en harmonie avec leur univers de références sociales et culturelles... Une quête de spiritualité pour accompagner le sens de la vie.

On a souvent une vision « essentialiste » de l'islam, qui serait « par nature » agressif par exemple.

Fouad Imarraine : Cette tendance à essentialiser, à ne pas chercher à connaître avant de juger, à être de mauvaise foi fait partie des rapports naturels entre les hommes. Mais il faut reconnaître que les musulmans ont aussi une part de responsabilité, nous devons assumer ce qui ne va pas et nous donner les moyens d'y remédier. À nous peut-être de devenir adultes et d'arrêter de penser que nous sommes systématiquement des victimes. Je pense que c'est une attitude qui explique en partie que l'ensemble de la société française ait encore du mal à accorder aux musulmans la possibilité d'une citoyenneté à part entière comme si la pratique de l'islam diminuait proportionnellement l'intensité de leur citoyenneté. Évidemment l'implication de quelques jeunes français dans des projets ou des actes terroristes n'a rien arrangé. Des individus, souvent connus de la police française ou liés à des chancelleries étrangères ont eu pendant trop longtemps la possibilité de tenter d'embrigader des jeunes. Heureusement et malgré les dégâts causés, ce phénomène est resté très restreint. Et pour revenir à ce que nous disions, les situations difficiles traversées par beaucoup de pays dits musulmans renforcent l'idée que l'islam en lui-même pose problème.

Pour être admis dans le processus constitutif de la représentation officielle des musulmans de France il fallait signer une « déclaration préalable » reconnaissant quelques grands principes de la république. Les membres du « Collectif des musulmans de France » (CMF) ont refusé de remplir cette condition, la jugeant infamante. Aujourd'hui le « Conseil français du culte musulman » (CFCM) existe, vous regrettez de ne pas en être ?

Fouad Imarraine : Pas du tout, nous avons eu la bonne attitude et l'actualité nous donne raison. Ce Conseil n'est pas la « représentation » des musulmans et ne peut s'intéresser qu'au culte, ce qui est d'emblée un champ beaucoup plus étroit. Les articulations entre le niveau régional et le national sont toujours pour le moins confuses ; le CFCM n'a pas le droit de prendre de décision politique ni d'être considéré comme un espace théologique ; il est censé résoudre des problèmes pratiques qui de toutes manières sont résolus sur le terrain et au niveau local. Donc je ne vois toujours pas l'utilité de cet organisme. Quand en plus le président du CFCM clame qu'il est en fonction parce que le gouvernement le lui a expressément demandé, on ne peut plus nier la gestion politique de l'islam, un comble quand même pour notre pays qui clame si fort et si haut sa spécifi-

cité laïque... le CFCM a été pensé comme une caisse d'enregistrement musulmane des décisions gouvernementales et ceux qui ne s'y rallieront pas seront encore une fois désignés par tous les qualificatifs en « iste », du fondamentaliste à l'intégriste en passant par le littéraliste et l'extrémiste...

Rappelons que la légitimité du CFCM est liée à une volonté très appuyée du gouvernement. Je vois mal des gens mis en place dans leur fonction par un pouvoir s'opposer aux orientations de ce dernier. La situation est d'autant plus difficile à gérer que les ambassades étrangères y sont impliquées de près. Par ailleurs et bien qu'il ne soit pas issu d'une volonté populaire, le CFCM se retrouve dans un rôle très délicat quand la base musulmane se sent discriminée par un choix politique du gouvernement sur une question liée au culte tel que le foulard. Il y a de fortes chances que ce genre de situations se répète et le CFCM va passer son temps à résoudre ses propres crises internes.

La représentation des musulmans a été traitée comme un fait politique soumis dans son organisation à un temps politique alors qu'elle relève du fait de société qui a besoin d'un temps je dirais presque... philosophique.

Nicolas Sarkozy est allé chercher un avis religieux auprès de l'université islamique d'Al Azhar en Égypte pour justifier de la loi contre le foulard. C'était légitime ?

Fouad Imarraine : C'est encore une fois la preuve flagrante d'un double discours particulièrement cynique. La recherche d'une légitimité en Égypte ne s'adresse pas aux musulmans de France mais aux musulmans de l'extérieur parce qu'il y a des intérêts diplomatiques ou économiques de Paris. Il faudrait donner des « gages théologiques » aux pays arabes, ce qui accessoirement peut aider un certain nombre de dictatures dans leur propre gestion interne, celles qui sont tellement choyées par la France.

Il n'est pas très habile d'un côté de clamer haut et fort que l'islam de France doit couper ses liens ombilicaux avec les pays d'origine et dans le même temps d'aller consulter un savant égyptien sur un problème complètement français pour envoyer un signe de politique étrangère... Ce qui démontre s'il le fallait encore que le fait islamique en France est géré dans une logique diplomatique et marchande.

Là non plus le ministre de l'Intérieur n'est pas un précurseur, je me souviens qu'avant de prendre la décision de se lancer dans un projet de représentation des musulmans, Jean-Pierre Chevènement avait fait le tour des capitales arabes pour observer et prendre conseil. Et le modèle a d'ailleurs bien été importé en France puisque le politique se mêle de nouveau directement du religieux ! Il ne faudra pas s'étonner après que le religieux s'immisce à son tour dans le politique... Je pense que le gouvernement commet une très grave erreur en s'ingérant tellement dans notre culte et que les fidèles vont avoir du mal à le

comprendre. Savez-vous qu'un représentant des renseignements généraux siège aux réunions du CFCM ? Mais c'est en vain que nous dénonçons depuis le début le principe de l'implication de l'État dans l'organisation et la gestion de l'islam. Toute l'ambiguïté se situe au niveau de ce ministère à la fois chargé du culte et de la surveillance du territoire. Les choses seraient plus claires et les rapports plus sains si les deux charges étaient séparées. Mais la condition de départ serait que la société et ses représentants se décident à faire confiance au religieux. C'est le reproche majeur, on ne pourra jamais discuter à égalité tant que l'État maintiendra ce type de rapport dominant et suspicieux avec l'islam et les musulmans. Il faut faire confiance si on veut que les gens se comportent de manière responsable. Nous souhaiterions donc que les questions relevant des cultes soient confiées à un autre ministère, celui de la Culture par exemple ou qu'il y ait un secrétariat d'État chargé du culte. Ce transfert me paraîtrait une belle façon de célébrer le centenaire de la loi de 1905...

Et le « Collectif des musulmans de France » ?

Fouad Imarraine : Il existe officiellement depuis 1992, avec des hauts et des bas. J'en étais le porte-parole pendant six ans, il s'est fait connaître en s'impliquant publiquement en 1995 au moment de l'interdiction de séjour de Tariq Ramadan, nous l'avons moins soutenu pour une question de personne d'ailleurs que pour lutter contre une censure. C'était lui à ce moment-là, mais, comme il fait partie de notre génération, ça pouvait être nous plus tard.

Le Collectif est un rapprochement informel de sensibilités proches et dynamiques, un groupement de fait. On a voulu éviter tout ce qui pourrait devenir des enjeux de pouvoir entre nous. Sa nature est en perpétuelle question : est-il une fédération, un groupe, une tendance, une plate-forme ? L'idée est en tout cas de rester un véritable mouvement d'engagement mais avec une grande souplesse. Ce collectif a participé à la formation de beaucoup d'entre nous et le discours que je vous tiens aujourd'hui a été longuement alimenté par nos débats internes.

Quelle est l'explication de votre présence au Forum social européen de Saint-Denis en novembre 2003 ?

Fouad Imarraine : Je veux défendre et partager un espace commun parce que je suis convaincu que c'est la seule démarche possible au niveau planétaire : trouver un cadre de valeurs universelles assez large pour qu'un maximum de gens puisse s'y retrouver...

1 Le CMF est partie prenante du collectif Une école pour tou-te-s (cf. <http://www.ecolepour toutes-tous.org>).

2 Sympathisant français et actif à la cause de l'indépendance algérienne.

Nicolas Dot-Pouillard-Qualander

Doctorant en sciences sociales, étudiant en langue arabe.
Militant pour une Paix Juste au Proche-Orient.

Résistances et conscience de culture dans les espaces musulmans

« Une tradition n'est vivante et ne transmet du vivant qu'à la condition d'être une perpétuelle renaissance. »

Henry Corbin

Modernité, capitalisme et colonialisme ont une dimension destructrice économique, sociale, et culturelle. Cette dernière est souvent mésestimée. La face du colonialisme la plus méconnue en Occident est justement celle de l'unification et de l'homogénéisation philosophique, culturelle et civilisationnelle du monde, dont le néolibéralisme n'est que le visage le plus récent. Dans les espaces musulmans, une conscience de culture a accompagné la résistance des peuples colonisés. Cette histoire, qui est celle des mouvements de libération nationale, est aussi celle de la gauche. Elle est encore à comprendre. Tout comme il reste à connaître et à saisir cette pensée de l'émancipation qui émerge peu à peu, et qui ancre sa critique de la modernité capitaliste dans une « utopie porteuse d'altérité¹ ».

Identités plurielles

Najaf, au sud de l'Irak, est le lieu même de l'identité chiite. Elle offre l'image d'une ville ouverte sur plusieurs horizons. C'est là que repose Ali, gendre du prophète Muhammad et premier imam d'une communauté fortement marquée par une vision messianique de l'histoire et par une philosophie prophétique attachée au concept de justice – 'adl –. Le chiisme, religion et culture collective, a façonné Najaf, à côté d'autres identités. L'intellectuel Ibrahim al Atti, né dans une famille religieuse de Najaf, se plaisait à souligner le lien prégnant entre littérature et politique, arabisme et islam, dans une ville qui constitua historiquement un centre de développement culturel, religieux et social, symbole d'un Irak dont les appartenances multiples furent longtemps considérées comme le cœur même d'une culture arabe plurielle, et non comme un frein à